

à Monsieur le Président de la République
palais de l'Élysée
Paris

Monsieur le Président de la République,

Il se dit sur les ondes et les plateaux télé que vous lisez attentivement les lettres de Français.

J'apporte donc ce jour une contribution qui je l'espère vous sera utile en votre qualité de chef de l'état.

J'ai 63 ans, retraité depuis quatre mois après 44 ans de service dans l'Éducation Nationale dont 14 en qualité d'Inspecteur du premier degré. Père de trois enfants, j'habite en zone rurale. Je n'ai pas d'engagement politique et n'en ai plus de syndical. Je suis bénévole dans plusieurs associations. Je participe volontiers aux enquêtes publiques, débats nationaux ou locaux. J'ai eu le COVID en novembre 2020 et mon parcours vaccinal est complet.

Permettez moi tout d'abord de manifester mon étonnement et ma déception devant les termes que vous avez employés dernièrement. Sur la forme, j'attends du Président de la République un niveau de langue soutenu qui se doit, comme celui des enseignants, d'être un modèle langagier pour les plus jeunes. Sur le fond, les personnes non vaccinées ne sont pas hors la loi et je ne vois pas en quoi on pourrait les considérer comme des non citoyens. Il est du ressort du pouvoir exécutif et législatif de prendre les mesures réglementaires adéquates pour rendre la vaccination obligatoire et donc aux citoyens de s'y conformer. Par ailleurs, et pour connaître de nombreux non vaccinés, les raisons sont multiples et les arguments des rédactions parisiennes et de vos porte-parole sont caricaturaux. Il appartient à vos services d'aller vers ces personnes en particulier en zone rurale. La stigmatisation par l'outrance verbale n'est pas digne de votre fonction et du respect que chacune et chacun doit à un autre être humain.

Permettez moi aussi d'attirer votre attention sur l'état extrêmement alarmant des services de santé dans notre département du Lot et Garonne. Désertification médicale pour les généralistes, manque de spécialistes, de para-médicaux, d'infirmières, urgences et SMUR en veille, voire fermés. Celles et ceux qui comme moi ont les moyens de se déplacer vont à Bordeaux se faire soigner... Les autres sont dans la difficulté d'accès aux soins. C'est dramatique et ce ne sont pas les locaux et le matériel renouvelés qui vont changer la situation. Il faut des soignants et depuis 20 ans, nous en perdons et cela ne s'est pas amélioré sous votre mandat loin s'en faut.

J'attire aussi votre attention sur l'état de l'école et peut témoigner largement de la détresse dans laquelle se trouvent les enseignants et tous les personnels des écoles. La crise actuelle montre à la fois la capacité de résilience extraordinaire de ces personnels mais aussi l'absence de considération et d'écoute d'un ministère « bunkérisé » dont l'action semble uniquement motivée par une communication dirigée vers l'extérieur de l'école. L'absence totale d'anticipation a encore été vérifiée ces derniers jours. Les masques chirurgicaux commandés trois jours après la rentrée de janvier... Les auto tests absents des écoles pour les parents... Les informations à rechercher dans la presse... Une partie de « ping pong » stérile sur les financements des machines à filtrer...

En deux ans de crise, il apparaît que les services de l'administration centrale n'ont toujours pas appris à gérer la crise.

Mais le plus grave est ailleurs. Connaissez-vous le pourcentage d'enfants qui ne sont plus ou partiellement scolarisés ? Aucun travail de recensement ni d'analyse n'est réalisé sur ce sujet. Il se dit que l'école reste ouverte dans l'intérêt supérieur des enfants. Cela serait vrai si les enfants des familles les plus fragiles étaient suivis avec grande attention et que les enseignants étaient en capacité d'exercer leur métier en sécurité, sérénité et accompagnement bienveillant et professionnel par des formateurs en nombre suffisant. De fait, l'école est devenue une garderie pour les enfants de celles et ceux qui font tourner l'économie. Nous sommes bien loin de sa mission émancipatrice et citoyenne à laquelle j'ai essayé de participer pendant 44 ans.

Veillez recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de mes respects républicains.